

BAROMETRE DU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Novembre 2013

■ ■ ■ **Bilan des onze premiers mois de 2013 : légère tendance à la hausse des immatriculations au RCS**
Les immatriculations au RCS enregistrent une légère augmentation en novembre pour le troisième mois consécutif ; le solde annuel reste toutefois négatif (-5%) par rapport à 2012. Le stock des entreprises actives poursuit sa progression. Par ailleurs, les procédures préventives restent orientées à la hausse (+14%) avec une diminution des emplois concernés (-2%) ; forte hausse des ouvertures de sauvegarde et de redressement judiciaires (+57%) et des emplois concernés (+70%) ; augmentation des ouvertures de liquidations judiciaires (+5%). ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

363 438 entreprises en activité au 30 novembre 2013

Au 30 novembre 2013, le stock d'entreprises actives enregistre une hausse de 0,5%, ce qui représente 1 699 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 30 novembre 2012.

Immatriculations et radiations d'entreprises

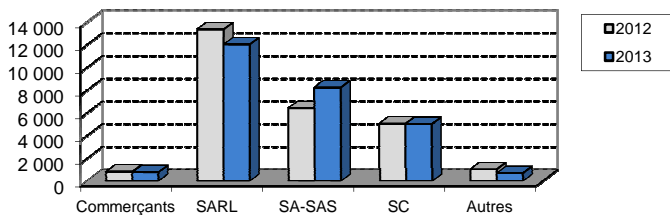
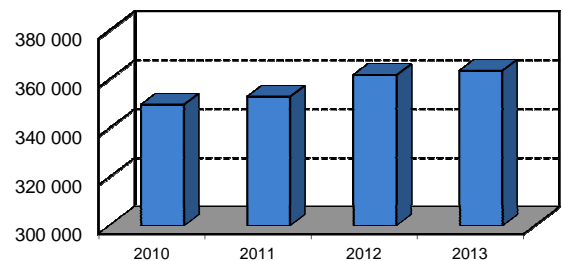
Pour les onze premiers mois de 2013, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 27 102 nouvelles entreprises, soit une diminution de 5% par rapport à la même période en 2012.

Les radiations sur déclaration du dirigeant et les radiations d'office par le greffier ont augmenté de 13%.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

70% des nouveaux dirigeants sont des hommes, 23% sont des femmes, 7% sont des personnes morales.

Stock des entreprises en activité



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

76% des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 45% de SARL, 30,5% de SAS, 0,5% de SA ; 3% sont des commerçants. Les sociétés civiles représentent 19% des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 3% des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc ...

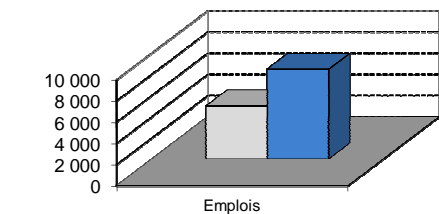
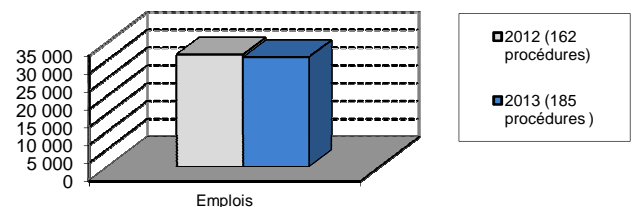
A noter : les créations de SAS augmentent de 6,5 points pour les onze premiers mois de 2013, au détriment des SARL (-5 points).

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 2 689 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts pendant les onze premiers mois de 2013, soit une hausse de 19% par rapport à la même période en 2012.

Traitement préventif : 197 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal durant les onze premiers mois de 2013, soit 10% de plus qu'en 2012. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 185 procédures en 2013, soit une hausse de 14% par rapport à la même période en 2012.

Emplois* concernés par les procédures ouvertes : 30 794 pour les onze premiers mois de 2013, soit -2% par rapport à 2012.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 64 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal pour les onze premiers mois de 2013, contre 21 en 2012.

Redressements judiciaires : 414 procédures ont été ouvertes pour les onze premiers mois de 2013, à comparer aux 284 procédures ouvertes à la même période en 2012, soit une hausse de 46%.

Emplois* concernés : 8 472 salariés*, soit une augmentation de 70% par rapport aux onze premiers mois de 2012.

Plans en cours : 861 plans (sauvegarde, continuation ou cession) sont en cours d'exécution au 30 novembre 2013, contre 997 au 30 novembre 2012.

Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 3 294 jugements d'ouverture ont été prononcés par le tribunal pour les onze premiers mois de 2013, soit 5% de plus qu'à la même période qu'en 2012.

Emplois* concernés : 3 852 salariés, à comparer avec 8 566 pour les onze premiers mois de 2012, soit une diminution de 55%.

Procédures en cours : 7 356 procédures sont en cours devant le tribunal au 30 novembre 2013. 3 453 procédures ont été clôturées pour les onze premiers mois de 2013, soit une hausse de 3% par rapport à la même période en 2012. Le taux de rotation des dossiers est de 23,4 mois (stock/clôtures).

* Il s'agit des emplois déclarés ou connus.

**Inclut les clôtures pour extinction du passif et celles pour insuffisance d'actif.

